Le dialogue de sourds continue entre le gouvernement burundais et l'UE

RFI,Â 11-05-2017 Le Burundi traverse depuis avril 2015 une crise politique qui a dÃ©jÃ fait entre 500 et 2 000 morts, selon l'ONU et les ONG, et poussÃ© plus de 400 000 Burundais Ã lâ€™exil. Le processus de sortie de crise est en panne et l'Union europÃ©enne, premier bailleur de fonds du pays, a pris des sanctions financiÃ¨res contre le gouvernement qui rejette tout dialogue inclusif.

Bujumbura cherche Ã en obtenir la levÃ©e, mais lundi soir, une rÃ©ception chez l'ambassadeur de l'UE, Ã l'occasion de la commÃ©moration du 60e anniversaire de cette organisation, a une nouvelle fois illustrÃ© le dialogue de sourds qui se poursuit entre les deux partenaires. UneÂ grave crise alimentaire, une grave Ã©pidÃ©mie de paludisme ou encore une sÃ©vÃ¨re pÃ©nurie de l'essence... La situation socio-Ã©conomique ne cesse de se dÃ©grader au Burundi, qui traverse une grave crise politique depuis plus de deux ans aprÃ¨s que le prÃ©sident Pierre Nkurunziza a voulu briguer un troisiÃ¨me mandat. Mais le gouvernement assure depuis des mois que Â«Â la paix et la sÃ©curitÃ© sont revenuesÂ Â» dans le pays. Le ministre burundais des Relations extÃ©rieures a donc profitÃ© de cette tribune lundi soir pour demander une nouvelle fois la levÃ©e desÂ sanctions de l'Union europÃ©enne. Â«Â Les divergences de vues et les incomprÃ©hensions persistent sur certaines questions concernant la situation au Burundi. Mais vous comprendrez, en tenant compte de lâ€™Ã©volution positive de la situation du Burundi, que le gouvernement devrait Ãªtre appuyÃ© de faÃ§on plus importante par son partenaire quâ€™est lâ€™Union europÃ©enne en levant la suspension de la coopÃ©ration directe Ã lâ€™Etat burundaisÂ Â», a soutenu Alain-AimÃ© Nyamitwe. Le son de cloche est toutefoisÂ totalement diffÃ©rent du cÃ´tÃ© de l'Union europÃ©enne. Son ambassadeur au Burundi, Wolfram Vetter, parle dâ€™une situation qui sâ€™est dÃ©tÃ©riorÃ©e. Â«Â La sÃ©curitÃ© qui est revenue reste quan superficielle et fragile. Les violations des droits de lâ€™homme, les cas de torture, les disparitions continuent Ã Ãªtre rapportÃ©s. Lâ€™espace politique et lâ€™espace pour les mÃ©dias et la sociÃ©tÃ© civile sont fortement rÃ©duits.Â Â» Rien A L'Union europÃ©enne continue d'exiger du pouvoir burundais qu'il accepte de discuter avec son opposition en exil ainsi que Â«Â des progrÃ¨sÂ sur ces points Ã©voquÃ©sÂ Â» avant une relance Â«Â graduelle de la coopÃ©rationÂ Â».

Â

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});